



La compagnie irlandaise Circle Oil et l'Office national des hydrocarbures et des mines (Onhym) ont annoncé récemment la découverte d'un gisement de gaz qu'ils estiment exploitable sur le permis de recherche «Sebou», situé dans le Bassin du Gharb, au nord de Kénitra.

Cette nouvelle découverte est une bonne nouvelle pour le secteur bien qu'on ignore, jusqu'à présent, l'estimation exacte des réserves.

Mais vu le contexte marqué par la baisse persistante des cours du pétrole, il faudrait cependant s'interroger sur l'avenir du secteur pétrolier et gazier au Maroc.

En effet, si la dégringolade des cours du pétrole devait contribuer à booster l'économie mondiale, comme l'a récemment indiqué le Fonds monétaire international (FMI), cela ne devait pas dans un certain sens enthousiasmer le Maroc.

Et pour cause, la chute des prix du pétrole, consécutive à la décision des producteurs de l'Opep de ne pas réduire leur production et à la hausse des stocks américains de brut, pourrait impacter durablement les recherches et freiner les investissements dans le secteur pétrolier au Maroc.

Le plongeon de l'or noir, s'il devait se poursuivre, est de mauvais augure pour ce secteur au Maroc dans ce sens qu'il pourrait inciter les investisseurs à la prudence.

D'autant plus qu'avec des prix du brut en baisse, les sociétés auront toutes les peines du monde à récupérer les énormes moyens investis dans la recherche et la réalisation des travaux de forage. Deux opérations indispensables dans un pays où la prospection pétrolière se fait on ne peut plus au hasard (dans le sens que rien n'est garanti d'avance). Et qui plus est, nécessitent d'importants investissements matériels, des ressources humaines d'un certain niveau,...

Autant dire que la guerre des prix du baril à laquelle se livrent, sans le dire, les pays de l'Opep et les Etats-Unis n'arrange pas les affaires de ce secteur au Maroc.

La tentation de temporiser, en attendant une éventuelle reprise des cours sinon une visibilité plus rassurante, pourrait s'emparer des compagnies désireuses d'investir dans ce secteur au Maroc.

Il faut néanmoins relever que la baisse actuelle de l'or noir a un effet favorable sur l'économie marocaine en général, du fait qu'elle induit la désinflation importée et l'accroissement du pouvoir d'achat du revenu, estime l'analyste économique Naoufal Rhouda.

Si le Maroc, importateur net, peut se réjouir des « deux points de croissance qu'il pourrait engranger », ce dernier souligne que « le consommateur marocain figure parmi les premiers bénéficiaires vu que son pouvoir d'achat va connaître une quasi amélioration ».

Ce n'est pas tout. En effet, « si la moyenne des cours du pétrole reste en deçà de 80\$, le Maroc pourra facilement ramener son déficit budgétaire à un niveau proche de 3,5% (mieux que ce qui est prévu dans le projet de loi de Finances 2015, 4,3% sur la base d'un cours moyen de 103\$ le baril) », explique cet analyste.

Mieux, poursuit-il, « le recours à l'endettement en 2015 va connaître une certaine baisse, ce qui peut ramener le taux d'endettement à moins de 58% du PIB alors qu'il frôle les 64% actuellement ».

C'est une évidence qui saute aux yeux : la baisse des cours de l'or noir a des avantages et des inconvénients pour le Maroc.

En ce qui concerne la recherche et l'exploration pétrolière, tout porte à croire que le moment est tout indiqué pour le Maroc et tout particulièrement pour l'Onhym d'envisager d'autres politiques à même d'inciter les compagnies à continuer à s'intéresser au marché national. Et ce, quelle que soit sa situation.

Mais pour bien d'économistes, il n'y a pas lieu de s'alarmer. Cette situation, peu convenable pour de nombreuses économies, devait revenir à la normale. Ils tablent notamment sur une remontée du prix de pétrole en 2015.

S'agissant de l'économie dans son ensemble, Naoufal Rhouda pense que « le Maroc doit mettre à profit la nouvelle donne économique mondiale afin de procéder à une relance coordonnée de son économie par une baisse de la fiscalité et des taux d'intérêt. (Il faut que les banques baissent leur taux d'intérêt suite à la baisse du taux directeur "2,5%"). Cependant, il faut un peu de temps ainsi qu'une bonne affectation des ressources afin de résorber le taux de chômage qui reste élevé ».

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)